

**AVIS PUBLIC**  
**DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM**  
**SECONDS PROJETS DE RÈGLEMENTS N° 875-115 et 875-116**



**PUBLIC NOTICE**  
**APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM**  
**SECOND DRAFT BY-LAWS NOS. 875-115 and 875-116**

Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum :

To interested persons having the right to sign an application to participate in a referendum:

**AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :**

**PUBLIC NOTICE is given as follows:**

**1. OBJET DES SECONDS PROJETS DE RÈGLEMENTS ET DEMANDES DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM**

À la suite des assemblées publiques de consultation tenues le 10 mai 2016, le conseil de la Ville de Baie-D'Urfé a adopté les seconds projets de règlements nos 875-115 et 875-116 décrits aux articles 1.1 et 1.2 des présentes.

Ces seconds projets contiennent des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande peuvent être obtenus à l'hôtel de ville de Baie-D'Urfé sis au 20 410, chemin Lakeshore, aux heures normales de bureau.

- 1.1 Le **second projet de règlement no 875-115** a pour objet de modifier le Règlement de zonage no 875, tel qu'amendé, afin de limiter le nombre de bâtiments accessoires ne servant pas à abriter des gens à l'intérieur de ses murs pouvant être établis dans les zones commerciales, et de réglementer les dimensions de tels bâtiments.

Ainsi, une demande relative aux dispositions ayant pour objet :

- Le nombre maximal de bâtiments accessoires permis dans les zones CA, CB et PC;
- La superficie des bâtiments accessoires dans les zones CA, CB et PC; et
- La hauteur des bâtiments accessoires dans les zones CA et CB;

peut provenir des personnes de toutes des zones CA-18, I-36, I-37, PA-58, PC-13, RA-12, RA-14, RA-19, RA-41, RB-67 et U-70.

- 1.2 Le **second projet de règlement no 875-116** a pour objet de modifier le Règlement de zonage no 875, tel qu'amendé, afin de supprimer les restrictions quant aux activités commerciales extérieures dans les zones commerciales CA.

Ainsi, une demande relative aux dispositions ayant pour objet :

- Les usages autorisés dans les zones commerciales;

peut provenir des personnes des zones CA-18, I-36, RA-14, RA-19, RB-67 et U-70.

**2. DESCRIPTION DES ZONES**

La description de chacune des zones et leur illustration par croquis peuvent être consultées au bureau de la municipalité.

**3. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE**

Pour être valide, une demande doit, selon l'article 133 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, remplir les exigences suivantes :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21);
- être reçue au bureau de la greffière au plus tard le huitième jour qui suit la date de publication de cet avis, soit le **2 juin 2016 à 16 h 30**.

**4. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE À SIGNER UNE DEMANDE**

- 4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **10 mai 2016** :
- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande;
  - être domiciliée depuis au moins six (6) mois au Québec; ou

- 4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **10 mai 2016** :

- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande; ou

- 4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **10 mai 2016** :

- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze (12) mois;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze (12) mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle. Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 10 mai 2016 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

**5. ABSENCE DE DEMANDES**

Dans le cas où aucune demande valide n'a été reçue à l'égard de ces seconds projets de règlements, ces dispositions pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

**6. CONSULTATION DES SECONDS PROJETS DE RÈGLEMENT**

Ces seconds projets de règlements peuvent être consultés au bureau du greffe du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 et le vendredi de 8 h à 12 h.

**1. PURPOSE OF THE SECOND DRAFT BY-LAWS AND APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM**

Following the public consultation meetings held on May 10, 2016, the Council of the Town of Baie-D'Urfé adopted second draft by-laws nos. 875-115 and 875-116 described in Sections 1.1 and 1.2 herein.

These second drafts contain provisions which may cause interested persons of the affected zones to request that the by-laws containing such provisions be submitted to their approval in accordance with the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*.

The information allowing to determine who are the interested persons having the right to sign an application may be obtained at the Baie-D'Urfé Town Hall located at 20 410 chemin Lakeshore, during regular office hours.

- 1.1 The purpose of **second draft by-law no. 875-115** is to amend Zoning By-law no. 875, as already amended, in order to limit the number of accessory buildings not intended to shelter people within its walls that may be established in commercial zones, and to regulate the dimensions of said buildings.

Thus, a request concerning the provisions pertaining to:

- The maximum number of accessory buildings permitted in CA, CB and PC zones;
- The surface area of accessory buildings in CA, CB and PC zones; and
- The height of accessory buildings in CA and CB zones;

may be made by persons from zones CA-18, I-36, I-37, PA-58, PC-13, RA-12, RA-14, RA-19, RA-41, RB-67 and U-70.

- 1.2 The purpose of **second draft by-law no. 875-116** is to amend Zoning By-law no. 875, as already amended, in order to remove the restrictions on exterior commercial activity in commercial CA zones.

Thus, a request concerning the provisions pertaining to:

- Authorized usages in commercial zones;

may be made by persons from zones CA-18, I-36, RA-14, RA-19, RB-67 and U-70.

**2. DESCRIPTION OF THE ZONES**

The description of each of the zones and their illustration by means of a sketch are available for consultation at the office of the municipality.

**3. CONDITIONS OF VALIDITY OF AN APPLICATION**

According to Section 133 of the *Act Respecting Land Use Planning and Development*, in order to be valid, an application must:

- state clearly the provision to which it refers and the zone from which it originates;
- be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons in the zone does not exceed twenty-one (21); and
- be received at the office of the Town Clerk within eight days of the publication of this notice, i.e. no later than **June 2, 2016 at 4:30 p.m.**

**4. REQUIREMENTS TO BE CONSIDERED AN INTERESTED PERSON HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION**

- 4.1 Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **May 10, 2016** :
- is domiciled in a zone from which an application may originate;
  - is domiciled, since at least six (6) months, in Québec; or

- 4.2 Any person who is the sole owner of an immovable or the sole occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **May 10, 2016** :

- is, and has been for at least twelve (12) months, the owner of an immovable or the occupant of a place of business in a zone from which an application may originate; or

- 4.3 Any person who is the undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **May 10, 2016** :

- is, for at least twelve (12) months, the co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business situated in a zone from which an application may originate;
- is designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the persons who have been co-owners or co-occupants for at least twelve (12) months, as the person who is entitled to sign an application on their behalf and be entered on the referendum list, as the case may be. This power of attorney must be submitted with the application or before.

Conditions applicable to a natural person: Be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.

Conditions applicable to a legal person:

- having designated among its members, administrators or employees, by way of resolution, a person who, on **May 10, 2016**, is of full age and a Canadian citizen, who is not under curatorship and who has not been disqualified from voting under the law;
- having submitted with the application or before, a resolution designating the person authorized to sign the application and to be entered on the referendum list.

Except for the person who has been designated to represent a legal person, no one may have his or her name entered on the list in more than one capacity, in accordance with Section 531 of the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*.

**5. LACK OF APPLICATIONS**

Where no valid application is received in respect to the second draft by-laws, the provisions may be included in a by-law that does not have to be approved by qualified voters.

**6. CONSULTATION OF THE SECOND DRAFT BY-LAWS**

The second draft by-laws may be consulted at the office of the Town Clerk from Monday to Thursday between 8 a.m. and 4:30 p.m. and on Friday between 8 a.m. and 12 p.m.

Donné à Baie-D'Urfé, ce 25<sup>e</sup> jour de mai 2016.

Given at Baie-D'Urfé this 25th day of May 2016.

Alexandra Hobson  
Greffière adjointe

Alexandra Hobson  
Assistant Town Clerk